

ILE DE LA REUNION TOURISME I.R.T

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

ILE DE LA REUNION TOURISME

I.R.T

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social : 4 rue Jules THIREL – Immeuble la balance, bâtiment B - 97 460 Saint-Paul

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Ile de la Réunion Tourisme (I.R.T),

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Ile de la Réunion Tourisme (I.R.T) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Faits caractéristiques – Autres éléments significatifs - Evénement postérieur à la clôture » de l'annexe des comptes annuels concernant la création d'un Etablissement Public Industriel et Commercial qui regroupera au sein d'une structure unique, les missions actuelles de l'IRT et de la Fédération Réunionnaise du Tourisme (FRT).

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- **LITIGES**

Votre association constitue des provisions pour couvrir les risques relatifs aux litiges prud'homaux et aux rejets de dépenses de ses financeurs. Ces informations sont mentionnées en page 14 de l'annexe au paragraphe « Faits caractéristiques – Autres éléments significatifs » ainsi qu'en page 20 au paragraphe « Notes sur le bilan – Provisions ». Nos travaux ont consisté à examiner les procédures en vigueur dans votre association pour leur recensement, leur évaluation et leur traduction comptable dans des conditions satisfaisantes.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

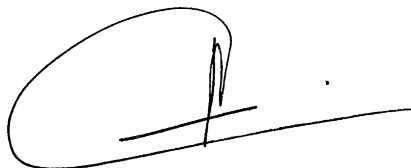
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

À Saint-Denis, le 10/07/2025

Le Commissaire aux Comptes :



David PINTO
Associé signataire

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	43 270	43 270		
Immobilisations corporelles				
<i>Constructions</i>	1 693	1 018	675	844
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	105 745	84 499	21 246	30 232
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	702 007	591 322	110 685	167 995
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	8 080		8 080	14 535
Immobilisations financières				
<i>Participations</i>	134 798	134 798		
<i>Prêts</i>	1 067	1 067		
<i>Autres immobilisations financières</i>	84 644		84 644	84 644
Total I	1 081 304	855 974	225 330	298 251
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	153		153	153
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	693 671	190 685	502 985	529 540
<i>Autres créances</i>	4 804 253	101 765	4 702 488	2 339 885
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	4 225 351		4 225 351	4 589 253
<i>Charges constatés d'avance</i>	236 134		236 134	168 394
Total II	9 959 562	292 450	9 667 112	7 627 225
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	11 040 866	1 148 424	9 892 442	7 925 476
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	249 080	210 450
Excédent ou déficit de l'exercice	374 827	38 630
Situation nette (sous-total)	623 907	249 080
Subventions d'investissement	278 807	351 894
Total I	902 714	600 974
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés		12 478
Total II		12 478
PROVISIONS		
Provisions pour risques	546 836	672 564
Total III	546 836	672 564
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	441 150	
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	316 059	374 947
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 237 268	990 852
Dettes fiscales et sociales	3 812 706	4 654 452
Autres dettes	563 712	589 210
Produits constatés d'avance	2 071 997	30 000
Total IV	8 442 892	6 639 461
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	9 892 442	7 925 476
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	8 126 832	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	441 150	
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	394 864	325 268
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	8 509 114	7 907 127
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	308 597	620 147
Utilisation des fonds dédiés	12 478	8 139
Autres produits	17 068	31 197
Total I	9 242 121	8 891 878
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	4 406 626	3 892 520
Impôts, taxes et versements assimilés	134 477	130 592
Salaires et traitements	3 043 118	2 866 580
Charges sociales	974 529	922 955
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	121 881	146 150
Dotations aux provisions	13 979	386 640
Reports en fonds dédiés		23 913
Autres charges	219 178	668 805
Total II	8 913 788	9 038 153
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	328 333	-146 275
PRODUITS FINANCIERS		
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	28 666	18 791
Différences négatives de change	49	
Total IV	28 715	18 791
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-28 715	-18 791

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	299 618	-165 066
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		90 000
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	108 557	121 234
Total V	108 557	211 234
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	27 193	206
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	6 155	7 332
Total VI	33 348	7 538
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	75 209	203 696
Total des produits (I+III+V)	9 350 678	9 103 112
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	8 975 851	9 064 482
EXCEDENT OU DEFICIT	374 827	38 630

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ILE DE LA REUNION TOURISME

SARL AUDIRE
Société de Commissariat aux comptes
3 Rue Crémont
97400 SAINT-DENIS
Tél : 0262 94 89 19
Mail : contact@audire.re
Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 9 892 442 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 374 827 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association « Ile de La Réunion Tourisme » a pour objet principal de concourir au développement et à la promotion du secteur touristique de la destination Réunion.

Elle exerce les compétences dévolues aux Comités Régionaux du Tourisme (CRT) et aux Comités Départementaux du Tourisme (CDT).

Elle concourt, pour le compte de la Région Réunion, à l'exécution de la politique du tourisme décidée par le Conseil Régional en concertation avec les partenaires institutionnels et les acteurs professionnels.

Elle constitue l'outil institutionnel chargé de la politique touristique en matière de Développement, d'Aménagement et de Promotion de La Réunion.

Missions :

Dans les limites des orientations stratégiques définies par la Région Réunion en matière de développement touristique et des moyens financiers alloués par la collectivité à cet

effet, l'association conduit les actions suivantes afin de réaliser son objet :

- Mise en œuvre de campagnes de publicité on (supports en ligne) et off line (supports affichage, et de promotion des marchés, de relations publiques et relations presse ;
- Etude touristique, observation, veille et tendances des marchés ; elle assure ainsi le suivi de l'observation touristique et à ce titre le portage de l'Observatoire Régional du Tourisme ;
- Structuration des filières touristiques prioritaires ainsi que les moyens d'accompagnement (formation, accueil, etc.) ;
- Assistance à maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales en matière d'ingénierie touristique et accompagnement stratégique des projets touristiques publics et privés innovants ;
- Accompagnement des porteurs de projets et suivi de la qualité du ou des produits(s) (Labels, etc.)
- Coordination et gestion des actions de développement touristique (promotion, investissements...) de la destination Réunion sur les marchés locaux, régionaux, nationaux et internationaux ;
- Mise en œuvre d'actions, notamment dans le domaine des études, de la planification, de l'aménagement et de l'équipement, notamment des sites et itinéraires de pleine nature, des aides aux hébergements, assistances techniques à la commercialisation ainsi que la formation professionnelle ; il en assure par ailleurs, le suivi des actions engagées ;
- Mise en œuvre, animation et gestion des outils e-tourisme et digitaux ;
- Information touristique on et off line par tous moyens de communication ;
- Conduite d'actions de commercialisation et vente de produits et services touristiques, dans le respect de la réglementation et des textes en vigueur, dans le cadre de l'autorisation prévue à l'article II de la loi n092-645 du 13 juillet 1992 et le décret 94-490 du 15 juin 1994.

Règles et méthodes comptables

Et de manière générale, tout moyen d'action conforme à son objet.

Dans le cadre de l'exercice des missions susvisées, le Président de la Région Réunion désignera un représentant de la collectivité régionale à titre d'observateur siégeant dans les différentes instances de l'association (Bureau, Assemblée Générale, Conseil d'Administration, etc.), ne disposant ni du droit de vote, ni du droit à participer à la prise de décision des instances précitées. Afin de réaliser ces actions, l'association des moyens humains et aussi matériels.

Elle emploie 55 personnes qui travaillent sur les différents projets en amont comme sur le terrain.

De plus, elle détient un site en France métropolitaine et un site en Allemagne. L'association dispose d'un site internet et de moyens informatiques (ordinateurs ...) pour réaliser ses travaux.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Règles et méthodes comptables

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 à 3 ans
- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Installations techniques : 1 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 5 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 1 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 1 à 5 ans
- * Matériel informatique : 1 à 5 ans
- * Mobilier : 1 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Règles et méthodes comptables

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

SARL AUDIRE
Société de Commissariat aux comptes
3 Rue Crémont
97400 SAINT-DENIS
Tél : 0262 94 89 19
Mail : contact@audire.re
Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Le montant d'engagement d'indemnités de fin de carrière à la clôture de l'exercice 2024 s'élève à 768 273 € selon la méthode retenue PBO.

Les hypothèses retenues sont ; Départ à taux plein, tum over faible, table de mortalité de l'INSEE 2024, évolution des rémunérations 1%, départ volontaire du salarié à 100%. Le taux d'actualisation retenu est de 3,35 %.

Litiges prud'homaux antérieurs :

Litige 1 : Par arrêt du 23 juin 2020, la cour d'appel a condamné l'association à :

- diverses indemnités : 147 142 euros,
- remboursement de six mois d'indemnités : 52 170 euros.

Le jugement étant exécutoire, l'IRT a réglé les indemnités en 2020.

Au 31 décembre 2022, ils restent en provision le reversement à l'assurance chômage et les cotisations sociales afférentes sont provisionnées à 100%.

L'association s'est désistée mais le salarié a déposé un pourvoi en cassation le 23 décembre 2020.

Le 21 septembre 2022, la cour de cassation a renvoyé les parties devant la cour d'appel (arrêt de cassation).

Par un arrêt de la cour d'appel du 14 mai 2024, l'association est condamnée à :

- 48 270 euros à titre de rappel de salaire ;
- 4 827 euros à titre de congés payés afférents.
- 5 000 euros à titre de l'article 700 du CPC.

Une provision de 58 098 euros a été constituée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Au 31 décembre 2024, une reprise de la provision a été effectuée à hauteur de 58 098 euros.

Litige 2 : saisine du CPH par un salarié 26/10/2020. Délibéré le 06/07/2022 qui condamne l'association au versement d'indemnités diverses : 1 144 euros.

Par un arrêt de la cour d'appel du 18 avril 2024, l'association est condamnée à :

- 9 135 euros à titre d'indemnité compensatrice ;
- 914 euros à titre de congés payés afférents à l'indemnité compensatrice de préavis ;
- 2 500 euros à titre de dommages ;
- 20 000 euros au titre de l'indemnité pour licenciement nul.
- Ordonne le remboursement à France Travail des indemnités de chômage payées à la suite de son licenciement, dans la limite d'un mois de prestations ;
- Condamne l'association à payer la somme de 3 000 € par application de l'article 700 du code de procédure civile.

L'association ne s'est pas pourvue en Cassation.

Une provision de 45 000 euros est déjà inscrite dans les comptes au 31 décembre 2023 et n'a pas fait l'objet de reprise ou de dotation complémentaire.

Au 31 décembre 2024, une reprise de la provision a été effectuée à hauteur de 45 000 euros.

Faits caractéristiques

Litige 3 : par décision du 14 septembre 2022, la cour de cassation a renvoyé les parties devant la cour d'appel (arrêt de cassation).

L'audience est prévue au cours du mois de mai/juin 2023. Un jugement de cour d'appel est intervenu le 29 février 2024 qui annule l'indemnité pour licenciement nu à hauteur de 90 000 euros. L'association a déjà versé la somme en 2022. Par conséquent et au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023, l'association a comptabilisé un produit à recevoir de 90 000 euros et procédé corrélativement à la dépréciation de la créance à 100% compte tenu du risque de non recouvrement.

Evénement postérieur à la clôture :

1/ Fusion entre la FRT et l'IRT : celle-ci est intervenue lors de l'AG extraordinaire du 31 mars 2025. La fusion s'inscrit dans la démarche de création de l'EPIC et de la reprise par l'EPIC des activités exercées par l'IRT et le FRT.

2/ Création de l'EPIC :

En début d'année 2023, une mission d'audit conduite par un cabinet expert a été engagée par le conseil régional de la Réunion, portant sur l'Île de la Réunion Tourisme (IRT), qui exerce des missions relevant d'un Comité Régional du Tourisme (CRT) et d'un Comité Départemental du Tourisme (CDT), ainsi que sur le fonctionnement de l'écosystème touristique local. Le rapport d'audit a montré le besoin d'une évolution forte de l'écosystème touristique régional et posé un certain nombre de choix de principes, qui ont été validés par le conseil régional :

- Le regroupement au sein d'une structure unique au titre de l'article L.161-3 du code du tourisme, des missions actuelles de l'IRT et de la Fédération Réunionnaise du Tourisme (FRT) ;
- La maîtrise de cet outil unique par la Région - en partenariat avec le Département -, avec la participation renforcée des acteurs socio-professionnels, ainsi que des EPCI/OTSI et stations classées ;
- La structuration des fonctions de pilotage stratégique de la politique publique du tourisme décidé par les instances régionales ;
- Le statut d'établissement public industriel et commercial - EPIC - pour la nouvelle structure.

La nouvelle structure qui sera créée officiellement au cours de l'année 2025 a vocation à :

- Accompagner la mutation de l'offre, vers un tourisme vraiment ancré dans l'époque - durable, responsable et inclusif - et de ce fait une meilleure cohérence entre les missions de promotion/ marketing et les missions de développement ;
- Animer ce projet d'évolution du tourisme au plus près des territoires et créer les conditions pour une appropriation entière du tourisme par les réunionnais ;
- Valoriser les atouts distinctifs et l'attractivité de l'île, par le soutien aux aménagements et équipements touristiques publics, dans une approche territoriale équilibrée, préservant et valorisant ses biens naturels, en premier lieu ceux classés au patrimoine mondial ;
- Apporter de l'expertise et des éléments d'aide à la décision pour alimenter la politique touristique ;
- Construire des partenariats fertiles avec l'ensemble de l'écosystème du tourisme réunionnais, à travers sa gouvernance et les communautés de professionnels qu'il anime ;
- Développer la notoriété de l'île en s'appuyant sur une stratégie actualisée portée par le Schéma de Développement et d'Aménagement Touristique de la Réunion (SDATR).

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

SARL AUDIRE
 Société de Commissariat aux comptes
 3 Rue Crémont
 97400 SAINT-DENIS
 Tél : 0262 94 89 19
 Mail : contact@audire.re
 Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	43 270			43 270
Immobilisations incorporelles	43 270			43 270
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	1 693			1 693
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	105 668	12 350	12 273	105 745
- Instal.générales, agencements aménagements divers	104 417			104 417
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	664 295	29 575	96 283	597 590
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	14 535	2 270	8 725	8 080
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	890 608	44 195	117 281	817 525
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	134 798			134 798
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	85 711			85 711
Immobilisations financières	220 509			220 509
ACTIF IMMOBILISE	1 154 387	44 195	117 281	1 081 304

Notes sur le bilan

SARL AUDIRE
Société de Commissariat aux comptes
3 Rue Crémont
97400 SAINT-DENIS
Tél : 0262 94 89 19
Mail : contact@audire.re
Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

Immobilisations financières

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré. Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Etat des provisions sur titres de participations :

Montant début d'exercice : 134 798 euros,

Augmentations/dotations : 0 euros,

Diminutions (montants utilisés) : 0 euros,

Diminutions (montants non utilisés) : néant,

Montant fin d'exercice : 134 798 euros.

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	43 270			43 270
Immobilisations incorporelles	43 270			43 270
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	849	169		1 018
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	75 436	16 029	6 966	84 499
- Instal.générales, agencements aménagements divers	91 109	2 467		93 665
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	509 608	83 574	95 436	497 657
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	677 002	102 239	102 402	676 839
ACTIF IMMOBILISE	720 271	102 239	102 402	720 108

Notes sur le bilan

SARL AUDIRE
Société de Commissariat aux comptes
3 Rue Crémont
97400 SAINT-DENIS
Tél : 0262 94 89 19
Mail : contact@audire.re
Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 5 819 769 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	1 067		1 067
Autres	84 644		84 644
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	693 671	693 671	
Autres	4 804 253	4 804 253	
Charges constatées d'avance	236 134	236 134	
Total	5 819 769	5 734 058	85 711
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Le poste "autres" regroupe notamment les subventions à recevoir au 31/12/2023 et au 31/12/2024.

Produits à recevoir

	Montant
R.r.r. a obtenir, avoirs non	16 883
Organismes - prod. a recevoir	7 882
Etats - prod. a recevoir	9 829
Produits a recevoir	95 325
Total	129 919

Notes sur le bilan

SARL AUDIRE
Société de Commissariat aux comptes
3 Rue Crémont
97400 SAINT-DENIS
Tél : 0262 94 89 19
Mail : contact@audire.re
Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	135 865			135 865
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	315 403	19 642	43 459	292 450
Total	451 268	19 642	43 459	428 315
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		19 642	43 459	
Financières				
Exceptionnelles				

Les provisions pour dépréciations concernent essentiellement les risques liés aux encaissements des créances clients.

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	210 450		38 630		249 080
Excédent ou déficit de l'exercice	38 630		374 827		374 827
Situation nette	249 080		413 457		623 907
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	351 894			73 087	278 807
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	600 974		413 457	73 087	902 714

Notes sur le bilan

Provisions

SARL AUDIRE
 Société de Commissariat aux comptes
 3 Rue Crémont
 97400 SAINT-DENIS
 Tél : 0262 94 89 19
 Mail : contact@audire.re
 Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	609 934			310 593	299 340
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	62 630	323 709	-310 594	310 594	247 496
Total	672 564	323 709	-310 594	621 187	546 836
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		13 979	138 843		
Financières					
Exceptionnelles					

Les provisions pour risques et charges comprennent :

- Litiges prud'hommaux : 101 KE correspondant aux sommes dues ainsi que les cotisations sociales.
- Risque de non recouvrement d'une créance salariale : 90 KE,
- Risque de reversement salarial : 46 KE,
- Risques estimés sur des rejets de dépenses FEDER 2020 pour 16 KE.
- Risques estimés sur des rejets de dépenses FEDER 2022 pour 182 KE.
- Risques estimés sur des rejets de dépenses FEDER 2024 pour 13 KE.
- Risques de non recouvrement des trop payés à un organisme social pour 97 KE.

Un virement de postes à postes de provisions a été effectué et donc au titre de l'exercice, nous avons donc bien :

- Une dotation de 13 115 euros liée aux litiges ;
- Une reprise de 138 843 euros liée aux litiges.

Notes sur le bilan

SARL AUDIRE
Société de Commissariat aux comptes
3 Rue Crémont
97400 SAINT-DENIS
Tél : 0262 94 89 19
Mail : contact@audire.re
Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 8 126 832 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	441 150	441 150		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 237 268	1 237 268		
Dettes fiscales et sociales	3 812 706	3 812 706		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	563 712	563 712		
Produits constatés d'avance	2 071 997	2 071 997		
Total	8 126 832	8 126 832		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Les dettes fiscales et sociales comprennent notamment des trop perçus à reverser à la Région sur les financements reçus au titre des exercices 2014 à 2023 pour un montant global de 3 195 099 euros. Par courrier du 6 juin 2020, l'association a demandé à la Région la remise gracieuse pour les années 2014 et 2015 soit respectivement 59 249 euros et 142 913 euros.

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs-fact non parvenue	210 335
Dettes prov. congés payés	163 988
Charges sur congés à payer	50 689
Ch sociales à payer	7 512
Formation continue	29 666
Total	462 191

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatees d avance	236 134		
Total	236 134		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constates d avance	30 000	15 000	
BO 2025	2 026 997		
Total	2 056 997	15 000	

La subvention du Conseil Départemental couvre la période de 2023 à 2025.

La fraction non consommée au 31 décembre 2024 a été neutralisée en produit constaté d'avance.

La subvention de la Région couvre la période du 1er janvier 2024 au 31 juillet 2025.

La fraction non consommée au 31 décembre 2024 a été neutralisée en produit constaté d'avance.

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2024
Prestations	394 863
TOTAL	394 864

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 16 915 EURO

Honoraire des autres services : 998 EURO

Subventions d'exploitation

Les subventions d'un montant de 8 617 671 euros couvrent la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation	2 182 758		6 326 356			8 509 114
Subventions d'équilibre			108 557			108 557
Subventions d'investissement						
						8 617 671

Notes sur le compte de résultat

SARL AUDIRE
 Société de Commissariat aux comptes
 3 Rue Crémont
 97400 SAINT-DENIS
 Tél : 0262 94 89 19
 Mail : contact@audire.re
 Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	83	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	27 110	
Amortissements des immobilisations	6 155	
Subventions d'investissement virées au résultat		108 557
TOTAL	33 348	108 557

Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice		374 827
Part du résultat sur gestion conventionnée		
Part du résultat sur gestion libre		374 827

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 55 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	9	15	24	24
Employés	13	18	31	31
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	22	33	55	55

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Rémunérations des trois plus hauts cadre dirigeants (Loi n°2006-586 du 23 mai 2006, art 20) :

L'association n'employant qu'un seul cadre dirigeant sur l'exercice 2021, pour des raisons de confidentialité, cette information n'est pas diffusée.

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
<i>Conseil Dptal acti</i>		12 478	12 478				
Total		12 478	12 478				